

## **Glyphosate : l'Assemblée rejette à nouveau l'inscription dans la loi de l'interdiction de l'herbicide (Le Monde)**

Comme au printemps, le ministre de l'agriculture, Stéphane Travert, s'est opposé aux amendements en ce sens.

LE MONDE | 15.09.2018 à 10h42 • Mis à jour le 15.09.2018 à 11h15

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/09/15/glyphosate-l-assemblee-rejette-a-nouveau-l-interdiction-de-l-herbicide-dans-la-loi\\_5355545\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/09/15/glyphosate-l-assemblee-rejette-a-nouveau-l-interdiction-de-l-herbicide-dans-la-loi_5355545_3244.html)

Nouveau débat enflammé. Et résultat inchangé : l'interdiction du glyphosate d'ici trois ans ne sera pas inscrite dans la loi. Lors de l'examen du texte agriculture et alimentation, les députés ont une nouvelle fois rejeté, samedi 15 septembre au petit matin, l'ensemble des amendements visant à graver dans la loi l'engagement présidentiel d'interdire l'herbicide controversé, « *au plus tard dans trois ans* ».

Le scrutin le plus serré a porté sur un amendement de François-Michel Lambert, député La République en marche (LRM) des Bouches-du-Rhône, rejeté par 42 voix contre 35, les autres amendements, défendus notamment par l'ex-ministre de l'écologie Delphine Batho ou La France insoumise, étant rejetés plus largement. Tous ces amendements avaient le soutien de l'ensemble de la gauche, qui plaidait pour un « *signal fort* » sur ce sujet.

### **Une inscription qui « ne sert à rien »**

En mai, lors de la première lecture du texte, [des députés, y compris certains « marcheurs », avaient déjà plaidé en vain pour sanctuariser dans la loi](#) l'engagement présidentiel. Ils avaient eu le soutien de Nicolas Hulot, alors ministre de l'écologie.

Comme au printemps, le ministre de l'agriculture, Stéphane Travert, s'est opposé aux amendements en mettant en avant la « méthode » du gouvernement : « *task force* », mobilisation de la recherche pour développer des solutions agronomiques, mission parlementaire... « *La position de la France est désormais connue* », et « *nous souhaitons être au rendez-vous dans les trois ans* » pour « *répondre à l'objectif présidentiel, mais surtout à la demande de la population* », a-t-il affirmé.

Il a obtenu l'appui du rapporteur Jean-Baptiste Moreau (LRM), pour qui inscrire l'engagement dans la loi sur cette substance jugée cancérigène probable par l'Organisation mondiale de la santé « *ne sert à rien* ». Le texte reviendra en nouvelle lecture au Sénat le 25 septembre, marquant le début de la session extraordinaire à la chambre haute.

## **L'Assemblée nationale refuse (encore) d'inscrire l'interdiction du glyphosate dans la loi**

[https://www.huffingtonpost.fr/2018/09/14/lassemblee-nationale-refuse-encore-dinscrire-linterdiction-du-glyphosate-dans-la-loi\\_a\\_23527784/](https://www.huffingtonpost.fr/2018/09/14/lassemblee-nationale-refuse-encore-dinscrire-linterdiction-du-glyphosate-dans-la-loi_a_23527784/)

**À quatre petites voix près.** [Par Romain Herreros](#)

POLITIQUE - À quatre petites voix près. Tard dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 septembre, les députés ont voté contre l'amendement proposé par l'élu LREM François-Michel Lambert, proposant d'inscrire dans la loi l'interdiction du [glyphosate](#) d'ici 2021, à l'occasion de l'examen du [projet de loi alimentation et agriculture](#). 35 députés ont voté pour, 42 contre.

Sur Twitter, le député des Bouches-du-Rhône n'a pas caché sa déception, demandant "au gouvernement et à la profession agricole d'agir pour gagner la bataille contre le glyphosate". À noter que ce n'était pas le seul amendement proposant cette interdiction qui était examiné ce soir. Mais porté par un membre de la majorité, il était celui qui avait le plus de chances d'aboutir.

4h20 mon amendement pour interdiction [#Glyphosate](#) rejeté à 4 voix

Des députés [#LREM](#) ont voté «Pour», comme moi ils estiment important de marquer une borne pour garantir atteinte de l'objectif

👉 Au gvnt et à la profession agricole d'agir pour gagner bataille contre glyphosate [pic.twitter.com/3hivMgquKu](https://pic.twitter.com/3hivMgquKu)

— FM LAMBERT (@fm\_lambert) [September 15, 2018](#)

Tous ces amendements avaient le soutien de l'ensemble de la gauche, plaidant pour un "signal fort" sur ce sujet. Ce faisant, ce refus d'inscrire une bonne fois pour toute ce produit jugé cancérogène probable par l'OMS dans la liste des herbicides prohibés passe très mal.

"Lamentable vote à 4h20 du matin à l'issue duquel une fois de plus la majorité parlementaire rejette l'inscription dans la loi de l'interdiction effective du glyphosate. Lâcheté de la majorité devant cette urgence écologique et sanitaire!", a condamné la députée insoumise Mathilde Panot.

"Les amendements que nous avons défendus en faveur de l'interdiction du glyphosate inscrit dans la loi d'ici 2021 sont rejetés, dont un de justesse", commente, amer, le député PS Régis Juanico.

Ci-dessous, quelques tweets d'autres parlementaires, PS et LFI, dépités par le rejet de cette interdiction.

Il est 4h16 du matin, je viens de voter pour inscrire l'interdiction du [#glyphosate](#) dans la loi. Mais les députés [#LREM](#) l'ont rejeté. Bravo les lobbys! [pic.twitter.com/QvK16ZT4Fv](https://pic.twitter.com/QvK16ZT4Fv)

— Luc Carvounas (@lucCarvounas) [September 15, 2018](#)

Même à 4h du matin il reste 42 marcheurs pour s'opposer à l'amendement qui respecte la promesse de [@EmmanuelMacron](#) d'interdire le [#glyphosate](#) d'ici 3 ans.une lourde responsabilité devant les français que de refuser la garantie d'en finir avec ce poison [#LoiEGAlim#egalimpic.twitter.com/z2gKNFomhW](#)

— Eric Coquerel (@ericcoquerel) [September 15, 2018](#)

🗨️ [@AssembléeNat](#) a repoussé l'interdiction du [#glyphosate](#) à une poignée de voix... Rdv le 5 octobre dans toute la France pour [#nousvoulonsdescoquelicots](#)

— Delphine Batho (@delphinebatho) [September 15, 2018](#)

4h30 du matin. Parce qu'ils sont d'accord avec nous pour interdire le poison [#glyphosate](#), la plupart des députés de [#Macron](#) ont voté contre son interdiction ! Allez comprendre ! Ces marcheurs marchent sur la tête ! [pic.twitter.com/Fk625fKZiI](https://pic.twitter.com/Fk625fKZiI)

— Adrien Quatennens (@AQuatennens) [September 15, 2018](#)

Après la décision de l'Union européenne en novembre 2017 de renouveler la licence de l'herbicide controversé pour cinq ans, Emmanuel Macron avait promis que ce produit, connu notamment via le Roundup de Monsanto, serait interdit en France "dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans trois ans".

Au mois de mai, les parlementaires avaient déjà rejeté une telle disposition, [et pour des motifs tout à fait similaires](#). Quelques jours plus tard, Richard Ferrand -alors président du groupe LREM- avait proposé la constitution d'une mission parlementaire sur le glyphosate, pour "s'assurer de la progression des travaux nécessaires" afin de trouver des alternatives à cet herbicide. Elle devrait débuter ses travaux à la fin du mois, le 27 septembre, a indiqué une source parlementaire à l'AFP.